

Pau, le 29 mars 2023

ARRETE N°AP-2023-0124

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 2 juin 1964 réglementant l'installation des tracteurs pendant les jours de marché du Foirail de 6h à 14h sur le boulevard d'Alsace Lorraine dans sa partie comprise entre la rue de Bordeu et la rue René Dorme ;

Vu l'arrêté municipal en date du 12 novembre 1964 réglementant le sens de circulation sur les différentes voies de la ville de Pau ;

Considérant la suppression du marché du Foirail ;

Considérant les travaux d'aménagement sur les différentes voies de la ville de Pau ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'abroger l'arrêté municipal susvisé ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 2 juin 1964 qui réglementait l'installation des tracteurs pendant les jours de marché du Foirail de 6h à 14h sur le boulevard d'Alsace Lorraine dans sa partie comprise entre la rue de Bordeu et la rue René Dorme est abrogé.

ARTICLE 2 – L'arrêté municipal en date du 12 novembre 1964 qui réglementait le sens de circulation sur les différentes voies de la ville de Pau est abrogé.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter du retrait de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

14 AVR. 2023

Publié le


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire